



WALLONIE-BRUXELLES

N°17 - Mars 2014

## Chantez sous la pluie ! C'est un ordre !

Comme il s'infatue de ses succès, le sieur Di Rupo, et comme il exultait en octobre dernier, en les passant en revue ! Pen- sez donc : record de pauvreté, record de chômage, record de faillites et probablement de délocalisations, des ser- vices publics mis en charpie sous les coups de l'euro-mon- dialisme, qui n'arrache à M. Di Rupo que des soupirs sans conséquence. Une loi d'encadrement bancaire esquivant les réformes fondamentales et que le plus novice des cou- lissiers contourne sans trop de mal. Un traité budgétaire eu- ropéen bêatement ratifié par une gauche au garde-à-vous devant la haute finance, avec pour effet immédiat le retrait d'une des dernières variables d'action de la puissance pu- blique sur l'économie et, à terme, la perpétuation *sine die* d'une rigueur qui stérilise la fécondité productive et corrode le lien social. (M. Magnette, vous souvient-il de vos philip- piques contre ce fléau ?) Le beau bilan, en vérité ! Et ne me demandez pas comment le PS a encore le front de s'appe- ler socialiste et jusqu'où les grands moralistes d'Écolo pou- seront la tartuferie europhilique. Je n'en sais rien.

Ah oui, la Belgique a été provisoirement sauvée au prix exor- bitant du sacrifice de BHV, achevant de boucler l'encercle- ment par la Flandre d'une des plus grandes villes franco- phones du monde. M. Di Rupo, lui, s'en fait gloire. Au prix aussi d'une brèche dans l'unité de la Sécurité sociale – les séparatistes que nous sommes ne s'en plaindraient pas si, une fois de plus, le processus n'avait pas commencé à l'avan- tage des Flamands. Dans les deux cas, il y avait des lignes rouges que nos politiciens (comme disait Rimbaud) avaient, année après année, juré de défendre avec la même ardeur que les poils la ligne bleue des Vosges. Répétons-le sans nous lasser : pour sauver la Belgique, il faut – et chaque fois da- vantage – contenter la Flandre ; les compromis à la belge ne sont pour Bruxelles et la Wallonie que des reculs piteux et coûteux. Quant au déshonneur... n'en parlons même plus.

Le pire n'est même pas derrière nous ; il est devant. La classe politique de la Communauté française fait une fixette sur la N-VA en feignant d'ignorer que le nationalisme thiois est ra- mifié dans toutes les familles d'opinion du nord. Certes, le parti de M. De Wever a été le premier à expliciter son pro- jet confédéral. Mais l'idée de base est loin de déplaire à la plupart des autres. Le VLD l'a bien combattue en principe, mais son programme économique et social est tellement outrancier dans son néo-libéralisme aux yeux des Wallons que son application nécessiterait lui aussi une large auto- nomie des entités fédérées. N'oublions jamais que les Fla- mands n'attachent pas une signification figée aux vocables de l'organisation étatique. Pour eux, fédération, confédé-

ration ou séparatisme se rejoignent dans un certain flou conceptuel. Seul compte le mouvement qui les conduit gra- duellement – là il n'y a pas de doute possible – vers l'indé- pendance. On peut s'amuser de voir le CD&V et parfois la N-VA s'embrouiller dans l'expression de leur idéal, mais **si eux et leurs pareils préconisent chacun une vitesse de route différente, la direction est commune à tous**. Obser- vons en outre que celle-ci épouse fidèlement les méandres du projet de grand marché mondialisé poussé par la Com- mission européenne, les grandes instances financières in- ternationales et les Anglo-Saxons. Le malheur est qu'à pa- reille école, la Wallonie achèverait de consommer sa ruine : voyez ce que les multinationales ont fait de notre sidérur- gie et calculez ce que nous coûtent les rétractations succe- sives du service public.

J'ai beau être optimiste de nature, l'horizon me paraît bien noir. Le belgicisme de nos grands partis est mortifère, et l'offre politique manque chez nous d'une formation ca- pable d'attaquer vigoureusement l'ordre établi. Compte tenu de ce qui nous attend dans le Système belge, nous aurions tout à gagner en traitant avec la Flandre sur une base séces- sionniste, que cela lui plaise ou non (et je crois que cela lui plairait). Et puis, tournons-nous résolument vers la France, où l'exaspération gronde contre l'abaissement national et les dévastations de l'orthodoxie eurocratique. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire que nous n'ayons, jusque dans les grandes secousses, suivi son regard et obéi à sa voix quand elle oeuvrait en état vraiment elle-même. C'est sur elle que repose aujourd'hui notre meilleur espoir, car chez nous, hélas, « tout conspire à nous nuire ». Gardons-lui notre foi républicaine.

Jacques Rogissart

ERRATUM : Le diction espagnol que je citais dans mon article précédant a été mal tran- scrit. Le voici : « Le rouge [et non le sang] peut se perdre entre l'assiette et la bouche. »

Supplément à  
"4 millions 7"  
Mars 2014

Éditeur responsable :  
Jean-Paul ROOS  
rue Middelbourg 65,  
1170 Bruxelles

Comité de rédaction :  
Cédric Chopin, François Denti,  
Paul Durieux, Jean-François Goosse, Jacques Lennin,  
Jean-Paul Roos

Les articles publiés s'engagent que leurs auteurs. Ceux-ci sont laissés libres d'appliquer ou pas les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française et publiées au Journal officiel de la République française en 1990.



# Il faut dire la vérité aux Wallons : Les finances publiques d'une Wallonie autonome ne sont pas soutenables aujourd'hui <sup>(1)</sup>

Jules GAZON

Professeur émérite, HEC École de gestion de l'université de Liège

## 1. La menace d'une scission du pays persiste

Même si le gouvernement a mené à bien la 6<sup>e</sup> réforme de l'État, la menace d'une scission du pays persiste. La destinée incertaine de la Belgique et de ses Régions exige donc que l'on se prépare et réfléchisse à l'avenir. La préoccupation sans doute centrale, qu'il s'agisse du séparatisme ou d'une continuation de la Belgique sous une forme confédérale, imposant à chaque entité l'autonomie pour ses finances publiques, est de savoir précisément si cette indépendance financière est tenable.

## 2. Les finances publiques d'une Wallonie autonome ne sont pas soutenables

Dans cette note, je me limite au dessein institutionnel de la Wallonie et je me pose la question de savoir si aujourd'hui les finances publiques d'une Wallonie autonome sont soutenables.

### 2.1. Le solde net à financer d'une Wallonie autonome

Depuis quelques années, notre conflit communautaire nous a conduits à chiffrer la solidarité entre les Régions au travers de ce qu'on a appelé les transferts Nord-Sud. Le Cerpe <sup>(2)</sup> aboutit à un **transfert** en 2005 de **6,2 milliards d'euros** (mia€) en faveur de la Wallonie, soit 5,6 mia€ en provenance de la Flandre et 0,6 mia€ en provenance de Bruxelles <sup>(3)</sup>. Le calcul se fonde sur la méthode dite du « juste retour ». Si cette méthode est parfaitement adaptée à l'estimation des transferts interrégionaux d'un État soucieux de la solidarité entre ses Régions, elle ne l'est plus dès lors que l'on se place dans la perspective d'une scission de la Belgique ou d'une Belgique confédérale au sein de laquelle chaque Région deviendrait autonome pour ses recettes et ses dépenses publiques, sécurité sociale comprise. Dans ce cas, ce qui compte, c'est le solde net à financer constitué du solde primaire net à financer (différence entre les recettes et les dépenses primaires) pour chaque Région, auquel il faut ajouter les intérêts de la dette publique, sachant que ces intérêts dépendent du critère qui sera appliqué pour le partage de la dette. Cette statistique afférente à chacune des Régions ne fait pas l'objet d'une publication officielle. Toutefois, pour la première fois, en avril 2011, le Cerpe <sup>(4)</sup> publie un article essentiel. En dédramatisant le solde primaire à financer de l'État belge, il attribue ce qui, au niveau des comptes de l'État fédéral, res-

sortit à chaque Région en termes de dépenses et de recettes primaires. Pour obtenir ce que serait le solde primaire à financer des trois Régions si elles étaient autonomes, il faut encore ajouter à ces données les soldes primaires des entités fédérées elles-mêmes.

On ne peut que regretter l'absence d'actualisation d'une telle publication (même si la BNB devrait fournir ces chiffres à partir de son rapport de 2014, publié en 2015). En chiffrant la disparité existante entre les soldes primaires à financer et/ou les capacités de financement de chaque Région dans l'hypothèse d'une autonomie, on mesure autant l'ampleur du lien solidaire entre les Régions que la répartition des efforts restant à fournir par chacune d'elles pour s'adapter souverainement à l'évolution institutionnelle du pays.

### 2.2. Le scénario à la grecque pour une Wallonie autonome

En 2009, en supposant un **partage de la dette publique suivant le critère du PIB**, critère favorable à la Wallonie, et en appliquant le taux d'intérêt moyen de 3,5 % qui fut appliqué à la dette de l'État belge unitaire, **les besoins de financement d'une Wallonie autonome auraient été de 10,488 mia€, soit 13,5 % de son PIB, 24 % de ses dépenses publiques, une situation explosive, qui déclencherait inévitablement le scénario infernal à la grecque par la montée des taux d'intérêt** <sup>(5)</sup>. Ce processus infernal résulterait du désarroi et de la spéculation des marchés financiers, qui feraient monter les taux d'intérêt du refinancement de la dette wallonne à un niveau conduisant probablement à la cessation de paiement de l'État wallon. Il suffit donc de se référer à ce qui s'est passé en Grèce pour saisir ce qui pourrait se produire en Wallonie. Si, comme l'a proposé Bart De Wever, au moment de la rupture du lien solidaire entre les Régions, la dette publique belge comptabilisée à ce moment était mise dans un pot commun vis-à-vis duquel les Régions seraient nécessairement débitrices solidaires, la pression sur le remboursement pourrait s'atténuer, mais ne supprimerait évidemment pas la contribution réclamée à la Région wallonne.

**Pour rester dans la zone euro, la Wallonie se verrait imposer de rétablir l'équilibre budgétaire** sur un terme à négocier. On ne pourrait trop l'espérer d'une augmentation des impôts, qui sont déjà très élevés comparativement aux autres pays de la zone euro. **Ce sont les dépenses publiques qu'il faudrait diminuer drastiquement**. Sans effacement d'une partie importante de la dette, la réduction

de la masse salariale de la fonction publique, des interventions dans les soins de santé et des allocations serait **d'une telle ampleur qu'elle serait de fait quasiment impossible**. Outre le climat insurrectionnel qui s'ensuivrait, la demande intérieure s'effondrerait, handicapant d'autant le redressement. Une nouvelle politique économique devrait ménager l'intérêt des créanciers de la Wallonie, tout en assurant une stimulation de l'activité. Mais elle ne pourrait échapper à la nécessité de générer un solde primaire à financer, qui devrait être non seulement positif, mais supérieur à la charge d'intérêt de la dette publique afin d'amorcer son remboursement en évitant l'« effet boule de neige ». Ce ne serait possible qu'en demandant plus d'efforts, plus de productivité, tout en réduisant la masse salariale dans la fonction publique ainsi que dans les allocations. Un changement, une révolution qui paraît inaccessible.

La Wallonie échappe actuellement à ce scénario catastrophe et n'est, en principe, pas menacée par la 6<sup>e</sup> réforme de l'État, qui augmente considérablement l'autonomie régionale, mais ne remet pas fondamentalement en cause la solidarité financière interrégionale. Les trois piliers principaux de la sécurité sociale – allocations de chômage, soins de santé et pensions de retraite – ressortissent toujours pour l'essentiel à la compétence fédérale. Néanmoins, la Wallonie ne peut plus tergiverser sur les efforts substantiels à fournir quelle que soit l'option institutionnelle vers laquelle elle se dirige.

### 3. Les deux causes du mal wallon

**Il faut s'attaquer aux deux causes essentielles du mal wallon : le sous-emploi endémique et l'hypertrophie politico-administrative.** Ainsi, sur la base des chiffres de 2008, le produit intérieur brut par habitant (PIB/H) de la Flandre par rapport à la Wallonie est de 1,37, ce qui signifie qu'en 2008, la Flandre a produit par habitant 37 % de plus que la Wallonie. Cette différence s'explique par la multiplication de deux facteurs clefs : le rapport entre le taux d'emploi des deux Régions <sup>(6)</sup> (1,16) et celui entre la productivité globale par travailleur <sup>(7)</sup> (1,18). On constate que 1,37 est, aux ajustements statistiques près, égal à 1,16 x 1,18. Cela implique que le handicap de la Wallonie par rapport à la Flandre en termes de création de richesses ressortit à la fois à la politique de l'emploi et à sa productivité globale.

#### 3.1. Un taux d'emploi catastrophique

Pour le taux d'emploi, on sait que la Wallonie et Bruxelles sont lanternes rouges des régions de la zone euro. Le rapport des taux d'emploi entre Flandre et Wallonie est égal à 1,16, ce qui signifie que la Flandre utilise mieux (à raison de 16 %) la main-d'œuvre disponible que la Wallonie. Rappelons aussi qu'en Wallonie, plus de 2/3 des chômeurs sont des chômeurs de longue durée, qui, pour beaucoup, ont perdu toute compétence jusqu'à devenir inemployables.

#### 3.2. Une faible productivité globale de l'emploi

En ce qui concerne la productivité globale de l'emploi, le résultat de mon calcul signifie que la valeur de la richesse créée en Flandre rapportée au nombre de travailleurs est en moyenne de 1,18 fois plus élevée (18 % donc) qu'en Wallonie. Il ne s'agit pas de stigmatiser le travailleur wallon. Le handicap de la Wallonie en l'espèce ressortit à de multiples facteurs, comme la spécialisation différente entre la Flandre et la Wallonie, elle-même liée au passé industriel et économique, à l'intensité capitalistique de la production des biens et des services, aux infrastructures, à l'organisation et à la gestion tant de la fonction publique que de l'activité privée, à la qualification des travailleurs et donc à la qualité de l'enseignement et de la formation... Tous ces facteurs stimulants de la productivité sont pour la plupart inhérents à des choix politiques. Ce qu'il faut incriminer c'est l'hypertrophie politico-administrative wallonne. S'y attaquer sans attendre et de manière spécifique à la Wallonie est l'unique voie de salut.

### 4. Quel destin institutionnel pour la Wallonie ?

Dans ce contexte, quel destin institutionnel possible est envisageable pour la Wallonie ?

#### 4.1. La continuité de la Belgique dans le cadre de la 6<sup>e</sup> réforme de l'État

Si la Flandre maintient son soutien financier, la Wallonie peut s'accommoder de la continuité de la Belgique. Mais ce statu quo est improbable. La Wallonie ne peut indéfiniment vivre au-dessus de ses moyens en faisant appel à la Flandre pour éponger les besoins de financement de l'État qui lui sont imputables annuellement (quelque 10 mia€). Au-delà d'un certain repli nationaliste flamand, c'est à ce niveau que se loge la principale menace pour la Belgique.

#### 4.2. Le fédéralisme belge coquille vide ou l'indépendance wallonne

Du point de vue des comptes publics, ces deux solutions, qui postulent la rupture du lien solidaire avec la Flandre et donc l'autonomie wallonne, impliquent la résorption du déficit wallon, qui avoisinerait les 10 mia€ et davantage si la Wallonie ne parvenait pas à enrayer le scénario infernal à la grecque. L'indépendance ou l'autonomie wallonne dans une confédération avec rupture du lien solidaire n'est pas soutenable, sauf à avoir redressé préalablement les finances publiques tant au niveau régional qu'au niveau fédéral pour ce qui concerne la Wallonie. Si tel n'était pas le cas, l'appauvrissement de la population serait tel que le soulèvement populaire pourrait provoquer l'écèlement de la Wallonie, d'autant plus menaçant qu'il existe une forte disparité du PIB par habitant entre provinces wallonnes et qu'il n'existe pas de nation wallonne, même si une identité wallonne paraît être en construction.



WALLONIE-BRUXELLES

### 4.3. L'union à la France

Substituer au confédéralisme belge un confédéralisme sans lien solidaire substantiel avec la France ne permettrait pas à la Wallonie d'échapper au scénario catastrophe, car, n'étant pas citoyens français, les Wallons ne pourraient bénéficier de la sécurité sociale française.

Par contre, **une union à la France impliquant l'intégration au sein de la sécurité sociale française sauverait la Wallonie de la cessation de paiement, sans qu'il n'en coûte significativement à la France.** En effet, les besoins de financement public de la Wallonie intégrée à la France présentent une perspective bien différente que dans les scénarios de l'indépendance ou du confédéralisme belge coquille vide. D'abord, la Wallonie ne devrait pas affronter le scénario infernal du refinancement de la dette à des taux usuraires. D'autre part, à l'échelle de la France, le déficit wal-

lon se marginaliserait en raison d'un effet d'échelle. Pour la France augmentée de la Wallonie, la dette publique rapportée au PIB augmenterait d'environ 1 % et le déficit public d'environ 0,25 %.

- (1) Exposé fait lors de la conférence de presse organisée le 20 février 2014 à Charleroi par l'Alliance Wallonie-France (AWF).
- (2) Cerpe : Centre de recherche en Économie Régionale et Politique économique de la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion (FUNDP de Namur).
- (3) O. Meunier, M. Mignolet et M.-E. Mulquin (2006), *Exagérez, exagérez. Il en restera toujours quelque chose...*, Les transferts interrégionaux en Belgique : Discussion du manifeste pour une Flandre indépendante en Europe, Cahiers de la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion des FUNDP de Namur, Points de vue, 35, 2006/5.
- (4) M. Lannoy, M.-E. Mulquin, M. Mignolet (2011), *Transferts interrégionaux et soldes nets à financer régionaux belges : quelques considérations arithmétiques et les réalités 2006-2010*, Cahier de recherches du Cerpe, 53. Il convient de noter que le Cerpe a accès à des données non publiées dans le cadre de ses travaux au sein du groupe 4P3U (4 partis francophones principaux et 3 centres universitaires : Cerpe (FUNDP, Namur), Dulbea (ULB), Service de finances publiques et de fiscalité (université de Mons).
- (5) En 2009, le solde net à financer de la Grèce par rapport à son PIB avoisinait aussi 13 %, comme celui de la Wallonie.
- (6) Le taux d'emploi est le pourcentage des personnes qui ont un contrat d'emploi à temps plein ou à temps partiel dans la tranche d'âge de 15 à 64 ans.
- (7) La productivité globale par travailleur est le rapport du PIB à l'emploi effectif.

## La Marche : Quand un gars de Molenbeek réalise un film français

Nabil Ben Yadir, révélé en 2009 par *Les Barons*, comédie pleine d'audodénision sur la «glande» des jeunes de Molenbeek tournée à Saint-Gilles et Forest (plus de 140.000 entrées en Belgique française), voit son talent confirmé par *La Marche* (2013).

Son deuxième long métrage est consacré à la marche pour l'égalité et contre le racisme qui, en 1983, conduisit de Marseille à Paris des jeunes issus de l'immigration et bien d'autres, mus par la solidarité. On y retrouve, aux côtés notamment de Jamel Debbouze, des acteurs de chez nous, comme Olivier Gourmet – révélé par les frères Dardenne, il incarne l'animateur du mouvement, le curé des Minguettes, quartier populaire de la banlieue lyonnaise –, Lubna Azabal, Magritte 2012 (l'équivalent des Césars en Communauté française) de la meilleure actrice pour son interprétation sublime d'amoureuse et de mère martyrisée dans *Incendies* du Québécois Villeneuve, film sur la guerre civile au Liban, et Nader Boussandel (*Les Barons*).

Le film entremêle habilement l'Histoire et la fiction, l'exaltation d'un élan collectif et l'évocation d'individualités bien dessinées et servies par des dialogues percutants. Surtout, il restitue pertinemment et sans manichéisme excessif, dans le climat politique et social de la France de l'époque, une initiative qui, avec le recul, paraît exemplaire : dépouvue de tout biais communautariste, elle se veut un rappel rigoureux aux valeurs de la république et de la laïcité. Le film se clôt sur la réception d'une délégation de manifestants à l'Élysée ; le réalisateur n'omet pas de signaler que le mouvement sera récupéré par la création de SOS Racisme, où aucun des protagonistes de la marche n'exercera de responsabilité et qui sera vite instrumentalisé à des fins partisans...

Trente ans après, force est de constater que les espoirs soulevés ne se sont guère réalisés, que l'esprit public s'est aigri et que beaucoup reste à faire tant pour renforcer la concorde nationale et la compréhension réciproque que pour améliorer les conditions de vie et la sécurité dans les quartiers populaires. Le film de Nabil Ben Yadir remplit donc un rôle salutaire en nous invitant, sans se poser en donneur de leçons, à la réflexion et à un retour à l'esprit civique qui animait les marcheurs de 1983.

J.-F. G.

## Il n'y a pas de « cinéma belge »

Comédiens, réalisateurs, préoccupations esthétiques ou sociales, structures de production et en définitive public : tout nous unit à la France et nous différencie de la Flandre. C'est ce que nous écrivions, il y a dix ans déjà, dans une lettre de lecteur, évidemment non publiée, en réaction à un dossier sur le cinéma 'belge' de l'hebdomadaire *Le Vif/L'Express* (23 mai 2003) :

*Il n'y a pas de « cinéma belge », comme il n'y a pas de littérature « belge ». Le regretté André Delvaux l'a lucidement reconnu à Valence dans sa dernière intervention publique. Dès lors, la Communauté française Wallonie-Bruxelles est une province cinématographique française, même si dans doute la plus brillante, comme la Provence, le Nord-Pas-de-Calais ou la région Rhône-Alpes. Les coproductions avec des partenaires français et francophones, publics et privés, ont permis de multiplier les créations remarquables à un niveau jamais atteint auparavant, sans abdiquer nos qualités originales et en atteignant un large public francophone et européen, comme d'ailleurs d'aider les cinémas arabe et africain, pendant que nos activités brillent sur les écrans français.*

*Prôner le financement de longs métrages « à petits budgets et intégralement belges » (dixit Buquoy, personnage au demeurant grotesque, qui a sollicité en vain l'aide de la Communauté flamande) ou « à 100 % avec des fonds issus de la Communauté française » (comme le fait Renders), c'est se contenter d'un ou deux films par an, comme naguère, ou sacrifier la qualité à l'obsession d'une identité problématique. Marion Hänsel a raison : il faut permettre aux professionnels d'exercer leurs talents en les rémunérant correctement ; le véritable défi est le rouletau compresseur américain. Rappelons que l'extraordinaire trilogie du Namurois Lucas Belvaux (*Un Couple idéal / Cavale / Après la vie*) a été tournée à Grenoble plutôt qu'à Namur parce que *Wallimages* a refusé de la subventionner... Que serions-nous si la France n'existait pas, je vous le demande ?*

J.-F. G.